

Kofi Annan: «Afrique, lève-toi et marche!»

Africain, le patron de l'ONU secoue les dirigeants du continent, mais aussi la communauté internationale. Un plan politiquement très correct, qui pourrait mieux marcher que les précédents.

L'Afrique a mal. Les coupables sont les dirigeants africains, la communauté internationale et les Nations Unies. L'Africain qui dirige l'ONU, Kofi Annan, le dit haut et fort. Il réclame des initiatives locales, régionales et internationales pour remettre le continent sur les rails. Ses prescriptions — prévention des conflits, désarmement, respect des droits de l'homme, lutte contre la corruption et mesures économiques — sont débattues aujourd'hui au Conseil de sécurité. M. Annan propose un sommet des chefs d'États d'ici cinq ans.

Ce n'est pas la première fois que l'ONU veut sortir le continent de l'ornière. En 1991, Javier Perez de Cuellar enterrait le Plan d'aide pour le redressement économique de l'Afrique (1986-1990). En 1992, Boutros Boutros-Ghali annonçait à Genève le «Nouvel ordre pour l'Afrique». En 1996, il remettait ça avec un projet sans précédent de 25 milliards de dollars.

Quoi de neuf?

Alors quoi de neuf? Malgré un ton plus vif, ce nouveau plan reste politiquement très correct. Sauf que cette fois son promoteur, ghanéen, est issu du continent noir. Et surtout, le contexte mondial a changé: les États-Unis disent vouloir réveiller l'Afrique, et ni l'Europe, ni le Japon ne voudront être en reste. La France, qui a mal à «son» Afrique, n'a plus les moyens de contrer les ambitions américaines. Bref, les propositions de Kofi Annan ne devraient pas déchirer le Conseil de sécurité.

«Les dirigeants africains ont failli à leurs responsabilités vis-à-

vis de leurs peuples pour n'avoir pas su éviter les conflits meurtriers qui déchirent le continent depuis quarante ans», accuse M. Annan. Depuis 1970, trente guerres ont déchiré l'Afrique. En 1996 seulement, 14 des 53 pays ont pris des armes et ont fait 8 millions de réfugiés et déplacés.

Le fiasco somalien

Le secrétaire général rappelle que dans plusieurs cas, les protagonistes des conflits avaient un seul but: accaparer la richesse nationale. Au Liberia, la guerre n'était rien d'autre que la lutte pour le contrôle des réserves de diamants et de bois. Idem en Angola. Au Sierra Leone, le désir de piller les ressources naturelles et les réserves de la banque centrale était l'une des motivations majeures des «rebelles» qui ont renversé le gouvernement élu en mai 1997. «Arrêtez de mettre ces conflits sur le dos du passé colonial, trouvez vous-mêmes les moyens pour promouvoir la paix», demande-t-il.

Mais la démarche onusienne n'est pas vraiment innocente. Le secrétaire général reconnaît le fiasco de l'opération *Restore Hope* en Somalie en 1993. Et aussi les tragiques hésitations de l'ONU au Rwanda en 1994, alors que pour ainsi dire sous ses yeux, un million de personnes allaient être massacrées dans une haine génocidaire. Résultat, l'organisation est aujourd'hui tenue à l'écart des affaires politiques dans la région des Grands Lacs. «L'ONU ne redeviendra crédible en Afrique que si elle en tire des leçons pour l'avenir et engage sincèrement de nouveaux moyens de promouvoir



Depuis 1970, au moins une trentaine de guerres ont déchiré l'Afrique. Et elles prennent un tour de plus en plus cruel et anarchique, comme au Liberia.

Patrick Robert/Sygma

la paix, tout en appuyant des initiatives locales et régionales.»

Le boulet de la dette

Kofi Annan appelle ensuite la communauté internationale et les institutions financières à assumer leurs responsabilités: «Quand les pays sont fragiles, il leur faut financer le relèvement», soutient-il. Et de demander au Fonds monétaire international de ne pas imposer des coupes budgétaires dans le social. Le secrétaire gé-

ral souhaite également une autre coopération internationale: «Dans le passé, les programmes d'aide n'ont pas atteint leurs objectifs. Des programmes s'éternisent depuis quarante ans et 90% des 12 milliards de dollars dépensés chaque année servent à importer des experts étrangers alors qu'il en existe localement.»

Selon Kofi Annan, l'Afrique n'avancera pas beaucoup en traînant le boulet de la dette. En 1995, l'ardoise s'élevait à 328 milliards

de dollars. Cette année-là, elle aurait dû sortir 86 milliards pour respecter ses engagements internationaux, soit plus de 50% de ses recettes d'exportations (142 milliards). «La dette menace la sécurité économique et la stabilité de l'Afrique», estime-t-il. Il demande aussi aux pays africains de s'adapter au nouvel environnement commercial dans le monde et aux pays riches d'ouvrir leurs marchés aux produits africains.

InfoSud / Ram Etwar